

Ces élus qui ont ven

Liaisons dangereuses.
Pacte avec des voyous
et des islamistes,
communautarisme...
Enquête sur des arran-
gements de moins en
moins discrets.

PAR NADJET CHERIGUI, HUGO DOMENACH
ET CLÉMENT PÉTREULT

C'est un grand hold-up démocratique qui se déroule en silence mais sous nos yeux. Dans des villes de banlieue, bastions et ex-bastions communistes, certains maires ou candidats aux municipales se laissent aller aux pires dérives clientélistes. Communautarisme subventionné, prêches identitaires antirépublicains, affairisme à tout crin, recrutement d'agents municipaux au casier judiciaire plus fourni que leur CV... Le détournement des moyens de la collectivité à des fins électoralistes a récemment pris un virage plus dur, en particulier dans les territoires enclavés. Dans certaines villes de banlieue, on voit des candidats ou des élus s'entourer de voyous et de religieux pour inciter les habitants à « bien voter ». Les plus persuasifs sont carrément intégrés aux équipes de campagne ou aux cabinets, comme le démontre l'enquête édifiante et documentée d'Ève Szeftel sur Bobigny et l'influence de Jean-Christophe Lagarde (voir page suivante).

Les pièces du puzzle sont sous nos yeux. Il suffit de décrypter le langage poli des rapports des chambres régionales des comptes ou de savoir lire entre les lignes pour comprendre la trame du grand dévoiement démocratique qui se trame sur certains territoires. Les effets délétères du clientélisme s'expriment aussi en rubrique faits divers : saisies d'armes et de drogue dans des garages municipaux, bâtiments municipaux incendiés en pleine nuit...

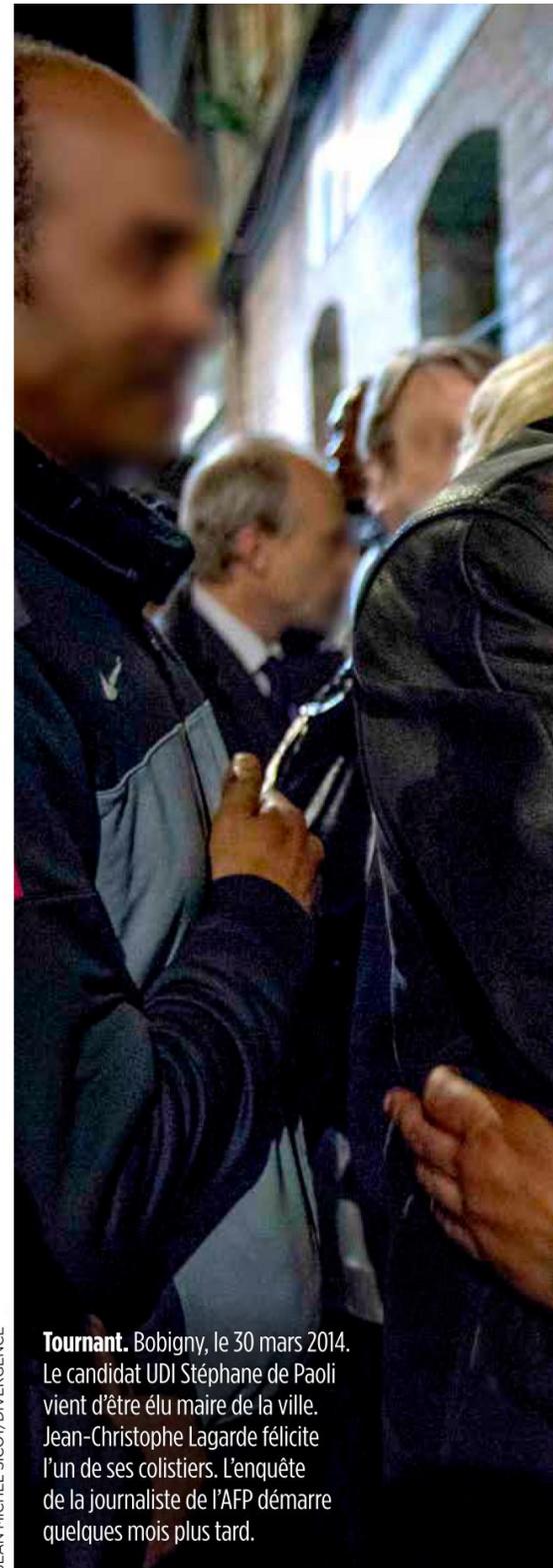
Les premières victimes de ces dérives

antirépublicaines sont les citoyens, transformés en clients. « *Le clientélisme est plus efficace que la loi, le vote étant devenu un rituel spectaculaire* », écrivait déjà Spinoza au XVII^e siècle dans son *Traité théologico-politique*. Les occasions ne manquent pas. Nous avons rencontré dans le sud de la France des administrés en grande difficulté à qui on réclamait des pots-de-vin pour un traitement « privilégié » de leur demande. Nous avons aussi croisé la route de ce boulanger d'Île-de-France floué par un émissaire du maire venu réclamer des « adhésions obligatoires » de plusieurs milliers d'euros à son association bidon. Ou encore des placiers d'un marché qui collectent des centaines de milliers d'euros en liquide, sans que leur responsable soit capable de présenter la moindre comptabilité écrite.

Pour conquérir ou asseoir leur pouvoir, certains élus font la promotion à plein temps des idées indigénistes et n'hésitent pas à mettre à disposition les moyens de la ville. D'autres encouragent le repli communautaire, parfois même le fondamentalisme religieux, en échange de consignes de vote. « *Des intégristes ont fait le choix de l'influence et se trouvent des alliés dans les allées du pouvoir. Certains structurent et apaisent – en apparence – la vie dans le quartier. Tant que tout le monde prie, tout va bien. Mais arrive souvent le moment des demandes particulières* », raconte une source policière.

« Un DRH à tendance salafiste »

« *La revendication islamiste se régénère en permanence* », analyse l'universitaire Bernard Rougier, auteur des *Territoires conquis de l'islamisme* (PUF), qui dénonce l'enfermement communautaire induit par ces pactes, « *comme si cet électorat était incapable de voter en fonction de l'intérêt général et ne devait penser qu'en termes religieux ! C'est ce que les Anglais désignent sous le nom de "vote à un seul enjeu", et c'est une vraie régression démocratique* ». Certains religieux n'hésitent pas à organiser un véritable chantage électoral. « *Lors des dernières élections départementales, un imam avait donné la consigne de barrer le nom d'un élu d'une* ■■■



JEAN MICHEL SICOT/DIVERGENCE

Tournant. Bobigny, le 30 mars 2014. Le candidat UDI Stéphane de Paoli vient d'être élu maire de la ville. Jean-Christophe Lagarde félicite l'un de ses colistiers. L'enquête de la journaliste de l'AFP démarre quelques mois plus tard.

du leur âme



« Pour élargir sa base électorale, Jean-Christophe Lagarde doit faire basculer Bobigny à droite. Il va employer les grands moyens. »

Eve Szeftel, autrice du « Maire et les barbares » (Albin Michel)

■■■ *croix rouge*, raconte l'écrivain Didier Daeninckx. *Au final, il y a eu 500 bulletins raturés et la politique municipale a par la suite été amendée dans le sens des traceurs de croix.* » Cette approche, qui réduit le citoyen au rang de simple croyant, a aussi pour effet d'accroître le communautarisme régulièrement dénoncé par ceux qui l'entretiennent.

La tentation du recrutement communautaire est un problème pour la force publique. « *Un maire qui recrute un DRH à tendance salafiste, ce n'est pas une infraction au regard de la loi, mais c'est une indication assez nette des réseaux qui tiennent l'élu et du profil des agents qui seront recrutés par la municipalité* », explique un haut fonc-

tionnaire du ministère de l'Intérieur. Qui s'interroge sur le manque de courage dont les partis politiques – de droite comme de gauche – font preuve sur le sujet : « *Il semblerait que la culture du résultat l'emporte parfois sur le respect des méthodes républicaines...* »

Peut-on être maire d'une ville dont des quartiers entiers sont gangrenés par la drogue ou structurés par la religion sans payer de tribut aux intéressés ? Pass sûr, répondent ceux qui pratiquent le terrain quotidiennement. Entre religieux, idéologues et dealers, les candidats qui misent sur les systèmes clientélistes se retrouvent systématiquement prisonniers de ce jeu dangereux ■

Ève Szeftel : « La loi des cités appliquée à la politique »

Document. Dans « Le Maire et les barbares » (Albin Michel), la journaliste livre le fruit de son enquête sur les méthodes de Jean-Christophe Lagarde et de ses proches en Seine-Saint-Denis.

Tout commence par un tract placardé à Bobigny la nuit du 3 au 4 juin 2014 dénonçant des liens entre la municipalité et le « gang des barbares », cette vingtaine de jeunes qui avaient séquestré et tué Ilan Halimi. Ève Szeftel, journaliste de l'AFP, vient de prendre ses fonctions dans le bureau de la ville et ne le prend pas tout de suite au sérieux. Mais au fil de ses rencontres, elle tire au clair l'histoire et mène une enquête implacable sur la manière dont le député (UDI) Jean-Christophe Lagarde a délogé les communistes qui régnaient ici depuis un siècle. Son livre décrit comment, selon elle, a été instauré un clientélisme électoral à l'égard des voyous et des islamistes, un système érigé pour servir des ambitions personnelles. Un pacte avec des « barbares ». Entretien ■

PROPOS RECUEILLIS PAR HUGO DOMENACH ET CLÉMENT PÉTREULT

Le Point : Vous racontez l'histoire d'un pouvoir municipal qui s'allie à des criminels et à des religieux pour gérer une ville démunie.

Comment cela a-t-il été possible ?

Ève Szeftel : Effectivement, après un an d'enquête, je montre que, dans notre République, un pouvoir peut s'installer en pactisant avec la voyoucratie et le communautarisme. Le résultat, c'est la mort de la politique. L'intérêt général est sacrifié à des fins électorales. En 2001, Jean-Christophe Lagarde est élu maire

de Drancy. Dans la foulée, il devient député de Seine-Saint-Denis, mais c'est une victoire fragile : il gagne à 22 voix près. Pour élargir sa base électorale, il doit faire basculer Bobigny à droite. Sauf que la ville-préfecture, communiste depuis un siècle, est bien en main. Il va alors employer les grands moyens. Il se choisit des alliés et des agents électoraux pour prendre la mairie, mais aussi la présidence de l'UDI, qui pourrait l'aider dans ses ambitions nationales. Pour cela, il va s'adresser à des jeunes de cités de Bobigny, et tout particulièrement de la cité Paul-Éluard, la plus grosse cité de la ville – et aussi la plus criminogène.

Vous désignez Jean-Christophe Lagarde comme bénéficiaire d'un vaste système de clientélisme, il n'est pourtant pas impliqué à Bobigny...

En effet, mais il s'appuie sur son entourage, des personnes qui travaillent pour lui à Bobigny. Notamment trois fidèles : Christian Bartholmé, son directeur adjoint de cabinet à Drancy, et deux assistants parlementaires : Kianoush Moghadam, figure de la cité Paul-Éluard, et Abdeslam Berrouane, membre de l'Association des musulmans de Bobigny. Tous trois obtiendront des postes clés une fois la mairie de Bobigny conquise en 2014. Comme je le montre dans mon livre, le maire en titre n'a aucun pouvoir, c'est ce triumvirat qui dirige la ville en toute opacité : embauches, promotions, logements, marchés...

Quelles sont les méthodes employées ?

Entre 2010 et 2014, Jean-Christophe Lagarde distribue aux associations de la ville pas loin de 400 000 euros de sa réserve parlementaire, qui existait encore à l'époque. Plus de la moitié de cet argent est octroyé à des associations communautaires dont certaines sont des coquilles vides sans activité réelle... Il alloue ainsi 80 000 euros à l'association culturelle des musulmans de Bobigny, qui atterrissent sur les comptes de l'association culturelle. Cela revient à financer directement la mosquée, ce que le député dit avoir ignoré à l'époque. Il finance aussi la communauté juive pour rallier son soutien. Ce que montre mon enquête, c'est que la conquête électorale de 2014 se fait aussi et surtout par la violence : c'est là que le pacte avec les caïds locaux prend tout son sens. J'ai recueilli de nombreux témoignages, et ce qui s'est passé est effarant : des opposants passés à tabac, des pressions sur les électeurs y compris le jour du vote... C'est la loi des cités appliquée à la politique. La démocratie aux mains des voyous.

Vous évoquez également des liens étroits avec la mouvance décoloniale...

Les «décoloniaux» rêvent de faire de Bobigny le laboratoire de la conquête du pouvoir par les «indigènes» et ils trouvent en Jean-Christophe Lagarde un allié. Une militante du Parti des Indigènes de la République raconte comment il a fait un triomphe lors d'un meeting à Bobigny, en flattant le désir de reconnaissance des enfants d'immigrés et en jouant sur le registre de l'émancipation et de la décolonisation d'un pouvoir blanc, identifié à la gauche laïque. C'est ainsi qu'il a réussi à faire voter non seulement les pavillons mais aussi, pour la première fois, les grands ensembles. Pour imposer son agenda multiculturaliste, la mouvance décoloniale s'est aussi appuyée sur un cabinet de conseil, Studio Praxis, qui a effectué plusieurs missions pour l'équipe UDI. Ses fondateurs ont été formés aux États-Unis qui, depuis les émeutes de 2005, cherchent à dresser les musulmans contre la République laïque. Entre les deux tours, Studio Praxis a tourné une vidéo accreditant l'idée que les communistes étaient islamophobes, puis ils furent appelés pour éteindre la crise causée par la révélation des liens entre l'équipe municipale et le «gang des barbares».

Quels sont ces liens ?



Ève Szeftel, journaliste à l'AFP, en poste à Bobigny entre 2014 et 2018.

C'est le pacte dans le pacte que révèle mon livre. Pour conquérir Bobigny, l'UDI s'est appuyée sur les intimes de Jean-Christophe Soumbou, membre du «gang des barbares» condamné à dix-huit ans de prison pour son rôle dans l'enlèvement d'Ilan Halimi. Sa femme, qui est aussi la mère de ses deux enfants conçus pendant sa détention, Lynda Benakouche, a elle-même été condamnée pour de graves violences en 2005. Malgré ce passif, on la retrouve comme égérie de l'affiche officielle de la liste «Rendez-nous Bobigny», posant au premier plan avec un voile islamique. Le message que l'on veut faire

passer : l'équipe UDI est «protégée» par la voyoucratie. Elle est aussi la mieux placée pour défendre les intérêts des musulmans. Après la victoire, Lynda Benakouche a été promue «chargée de mission politiques urbaines et sociales» à la mairie. On retrouve d'autres proches de Soumbou au pouvoir ou dans l'orbite municipale, comme lui issus de la cité Paul-Éluard. À commencer par Kianoush Moghadam, qui se targue d'être son meilleur ami et le protecteur de sa femme. Utiliser le pouvoir acquis à Bobigny pour faciliter la libération anticipée de leur «pote» Soumbou était un de leurs objectifs et je raconte comment ils y sont parvenus.

Jean-Christophe Lagarde la connaissait-il ?

Lorsqu'en juin 2014 un tract distribué à Bobigny a révélé que Benakouche était la femme de Soumbou ainsi que son passé judiciaire, Jean-Christophe Lagarde a déclaré : «Je ne suis ni le maire ni le DRH de Bobigny.» «Lynda Benakouche ? Je l'ai vue peut-être deux fois dans ma vie.» Dont acte, mais le député centriste a bien utilisé sa réserve parlementaire pour financer son association d'aide aux devoirs avant les municipales. Mme Benakouche est en outre logée dans le parc HLM de Drancy, ville dont Jean-Christophe Lagarde était maire quand elle a obtenu l'appartement. Il a depuis cédé son fauteuil à sa femme, en raison de la loi sur le non-cumul des mandats.

Comment a réagi l'équipe municipale UDI de Bobigny après la publication du tract ?

L'équipe a fait bloc derrière Lynda Benakouche. Une élue soupçonnée d'être à l'origine du tract a même été menacée de mort ; la scène s'est déroulée ■■■

«Les “décoloniaux” rêvent de faire de Bobigny le laboratoire de la conquête du pouvoir par les “indigènes” et trouvent en Jean-Christophe Lagarde un allié.»

KHANH RENAUD POUR «LE POINT»

■■■ dans le bureau du premier adjoint, Christian Bartholmé, actuel candidat aux municipales ! Pour ces faits, lui et Kianoush Moghadam seront condamnés pour violences par la justice. À l'audience, la juge a souligné qu'ils s'étaient comportés comme des «voyous». L'élue menacée, démise de ses fonctions, a dû être exfiltrée de Bobigny avec sa famille, tandis que Lynda Benakouche, elle, est toujours en poste, six ans après. La préfecture a fait pression, en vain, sur la mairie pour qu'elle mette fin à son contrat, entaché d'irrégularités. On a peine à y croire, mais cadeau de fin de mandat : elle serait en passe de devenir fonctionnaire et son compagnon a été récemment libéré en conditionnelle... ■

EXTRAITS

• Les deux Lagarde*

Jean-Christophe Lagarde a multiplié depuis deux ans les prises de position contre le communautarisme et l'islamisme. La fermeture de l'usine PSA d'Aulnay ? Elle serait due « à l'omniprésence religieuse », « aux exigences religieuses au travail ». Le voile islamique ? Une « camisole » imposée aux femmes, dira-t-il sur le plateau de France 3. Pourtant, le même Jean-Christophe Lagarde était opposé à la loi interdisant le port de signes religieux ostentatoires à l'école en 2004. Plutôt que de voter contre, comme quatre de ses collègues, ou de s'abstenir, comme douze d'entre eux, il sécha l'Hémicycle le jour du vote ! En 2014, il adouba « Rendez-nous Bobigny ! », une liste où le voile islamique tenait le haut de l'affiche, et apparaissait au premier plan sur la carte de vœux du candidat Stéphane de Paoli aux côtés de Lynda Benakouche, tout sourire dans sa « camisole » noire. À l'automne 2019, l'ancien vice-président du groupe d'amitié France-Qatar à l'Assemblée nationale embrassait la cause du peuple kurde, martyrisé par la Turquie alliée au Qatar. En décembre 2019, le député Lagarde signait une proposition de résolution LREM visant à élargir



« Le Maire et les Barbares », d'Ève Szeftel (Albin Michel, 280 p., 19 euros, parution le 19 février).

la définition de l'antisémitisme à l'antisionisme, main dans la main avec l'UDI Meyer Habib qui, oubliant qu'il est le représentant de la nation, se posait ainsi en défenseur des juifs ! Tel Janus, le député de Seine-Saint-Denis a deux visages : l'un pour les médias, l'autre pour les électeurs.

• Des employées « trop laïques »

Pour Ouided Ben Hadj [employée municipale, NDLR], l'acharnement dont plusieurs employées communales ont été victimes s'explique aussi par le fait qu'elles sont « peut-être un peu trop laïques ». Elles ne portent pas le voile, fument et s'affirment indépendantes, refusant de jouer le jeu de l'« oumma », la communauté des croyants, comme de se plier à la norme religio-identitaire qui imprègne les comportements. En témoignent les formules, de type « salam mon frère » ou « salam ma sœur », fréquemment usitées non seulement à l'oral mais aussi à l'écrit, au sein de l'hôtel de Ville. Exemple d'un échange de mails entre le directeur du Développement territorial et de la Prospective urbaine de Bobigny et le directeur de cabinet [ex-assistants parlementaires de Jean-Christophe Lagarde embauchés à Bobigny, NDLR] :

De : Kianoush Moghadam A : Abdeslam Berrouane
Date : 12/12/2014
Salam frère, peux-tu m'envoyer vite la fiche de logement de Mme B. STP. Merci beaucoup !!!
PS. J'ai RDV avec JCL a 20 h 30 si tu veux venir ??

• Emplois de complaisance

Faute d'être inscrit sur les listes électorales, Kamal Moumni, de l'UDMF (Union des démocrates musulmans français), n'avait pas pu figurer sur la liste, mais il a eu une chance au grattage : il a été recruté à un poste de « chef de projet événementiel », sans même avoir candidaté et moyennant une rémunération « normalement accessible après cinq à sept années d'expérience dans le grade équivalent ». Mais, alors qu'il s'agit d'un poste d'agent de catégorie A, « la commune n'a exigé aucun diplôme ni référence professionnelle »

Christian Bartholmé : « Avant, personne ne parlait de ça »



Christian Bartholmé (photo) est premier adjoint au maire de Bobigny. Bien que condamné pour « violences morales » envers une ex-

adjointe, c'est lui qui conduira la liste UDI aux prochaines municipales. « Qu'il y ait eu dans l'équipe pour les municipales de 2014 à Bobigny des jeunes, des relais, notamment des bénévoles et des responsables

associatifs de la cité Paul-Éluard, c'est de notoriété publique, précise-t-il au Point. Mais il n'y avait pas qu'eux. J'ai appris lors de la diffusion d'un tract qu'il existait un rapport entre certains membres de l'équipe municipale de Bobigny et Jean-Christophe Soumbou [condamné à dix-huit ans de prison dans l'affaire Halimi, NDLR]. Avant, personne ne parlait de ça. Lynda Benakouche, je l'ai connue en m'intéressant à ce qui se passait à Bobigny. J'ai eu à l'accompagner avec d'autres dans un

événement familial tragique. En 2019, elle a été intégrée aux services municipaux par arrêté du maire en qualité d'éducatrice sportive et il n'est pas indiqué que les ascendants collatéraux d'un condamné le soient aussi. Des affrontements entre communautés ont failli se produire à cause de ce tract, qui nous assimile aussi bien au « gang des barbares » – alors que nous n'entretions aucune relation avec eux – qu'à Al-Qaïda. Cette affaire nécessitait quand même des explications... » ■

pour justifier ce recrutement. Là, ce fut plus difficile à faire passer. Après s'être fait tirer l'oreille par le préfet, Kamal Moumni a brandi une lettre d'une société de production, laquelle a fourni la même attestation de complaisance à un employé également épinglé par la chambre régionale des comptes, Issam Benalla. Cerise sur le gâteau, Kamal Moumni n'a jamais occupé son poste, mais a continué à être payé par la ville, « sans retenue sur salaire, jusqu'au terme de son contrat le 15 mai 2016 ». Il a ensuite touché le chômage. La ville de Bobigny, qui est son propre assureur pour le risque chômage, est décidément bonne mère. Mehdi Maa-lem, le frère de Rachid, si actif pendant la campagne avec sa matraque à la main, a été récompensé par un poste de chargé de mission « contrôle et évaluation de la logistique ». À ce titre, le trentenaire était censé superviser la gestion du garage municipal. Une mission dont il s'est acquitté avec un zèle tout particulier...

En janvier 2017, un braqueur en cavale, Jaroslaw Gruszka, activement recherché pour une série d'attaques de dépôts d'argent dont la principale avait fait un mort, en 2011, à Orly, est arrêté dans le 16^e arrondissement parisien au volant d'une voiture appartenant à la mairie de Bobigny. Les enquêteurs remontent vite jusqu'à Mehdi, ami d'enfance du fugitif, qui lui a prêté... sa propre voiture de fonction !

• L'ombre du « gang des barbares »

La chargée de mission « politiques urbaines et sociales » n'est pas n'importe quelle employée municipale. Elle occupe une position centrale au sein de l'exécutif municipal, qui a mis en place une sorte de cordon sanitaire autour d'elle. Cette importance ne découle pas seulement de son rôle pendant la campagne, de son engagement associatif et militant. Sur la carte de vœux de l'équipe de campagne pour la nouvelle année 2014, trois visages se détachent : Jean-Christophe Lagarde, Stéphane de Paoli et elle, tout de noir voilée. [...] Pourquoi le député Lagarde, qui a usé de toute son influence pour faire élire la liste apparentée UDI, n'a-t-il pas montré la même ardeur, après le scandale pour qu'elle soit écartée ? [Il était alors apparu qu'elle était la compagne d'un des membres du gang des barbares et qu'elle avait été condamnée dans une autre affaire, NDLR.] Pourquoi est-il resté silencieux alors que se profilait l'élection à la présidence de l'UDI en novembre 2014, scrutin dont il voulait faire son tremplin vers la présidentielle ? Pourquoi a-t-il pris le risque de voir son image flétrie, sa carrière compromise, pour maintenir cette militante associative à son poste ? La sympathie qu'elle semble lui inspirer justifiait-elle ce sacrifice ? Une ombre plane sur la ville, sur l'équipe municipale, se superposant au fantôme d'Ilan Halimi : celle de Jean-Christophe Soumbou. Il s'apprête à sortir de prison quand paraît le tract. Le « Black » à l'imposante carrure qui avait impressionné les policiers par sa force de caractère, son mutisme, sa résistance à la pression. Lui dont le rôle ne s'est peut-être pas limité à enlever un jeune juif vendeur de téléphones ■

* Les intertitres sont de la rédaction.

Jean-Christophe Lagarde : « Il y a toujours des imbéciles pour croire aux manipulations ! »



Député de Seine-Saint-Denis et président de l'UDI, Jean-Christophe Lagarde est au cœur de l'enquête *Le Maire et les barbares*, d'Ève Szeftel. Joint par *Le Point*, l'ancien maire de Drancy – le poste est aujourd'hui occupé par son épouse Aude Lagarde, candidate à sa réélection avec le soutien de LREM – se défend.

Le Point : Êtes-vous le vrai maire de Bobigny ?

Jean-Christophe Lagarde : Je gère si peu la ville de Bobigny qu'en six ans je ne me suis rendu, hors manifestations municipales publiques, que deux fois dans le bureau du maire. Je ne gère pas plus Bobigny que je n'ai géré la campagne de 2014. J'étais à l'époque moi-même en campagne pour la présidence de l'UDI, candidat aux municipales à Drancy et parlementaire. J'avais autre chose à faire.

Quel rôle avez-vous joué dans la conquête électorale du candidat de votre parti à Bobigny ?

C'est moi qui ai proposé à Stéphane de Paoli d'être candidat. Je cherchais un candidat qui soit balbynien, qui avait fréquenté des clubs de sport et n'avait jamais été engagé en politique.

Quels sont vos liens avec Lynda Benakouche, la compagne de Jean-Christophe Soumbou, condamné à 18 ans de prison dans l'affaire du « gang des barbares » ? Saviez-vous qu'elle avait un casier judiciaire ?

Je suis député, je ne suis pas chargé de la ville de Bobigny. Je n'ai reçu cette femme que deux fois dans ma permanence parlementaire. Elle cherchait à créer une association. La deuxième fois, c'était en 2012 ou 2013, elle était venue pour me demander de l'aide pour un logement en tant que mère célibataire. J'ai sollicité les bailleurs sociaux et elle a été relogée à l'été 2013 à Drancy. Je n'ai découvert qui était son conjoint qu'en 2014. Christian Bartholmé m'a affirmé qu'elle n'avait pas de casier judiciaire.

L'enquête d'Ève Szeftel dit que vous encouragez le communautarisme tout en vous revendiquant républicain... Comment réagissez-vous ?

J'ai voté le mariage pour tous, alors même que l'ensemble de la droite ne le faisait pas. Je ne peux pas être à la fois celui que l'extrême droite accuse d'avoir créé une mosquée à Drancy et celui que les salafistes accusent d'avoir prétendument « mis en place » M. Chalghoumi. On ne peut pas me reprocher d'avoir fondé un Mémorial pour la Shoah avec Simone Veil tout en me reprochant de tremper dans quoi que ce soit avec les salafistes. Mais il y a toujours des imbéciles pour croire aux manipulations, alors qu'il suffit de se pencher sur les faits ! ■ PROPOS RECUEILLIS PAR H. D. ET C. P.

Petit guide du parfait clientéliste

Dérives. Inventaire, en six points, des techniques employées pour remporter une élection ou se maintenir au pouvoir.

PAR NADJET CHERIGUI ET CLÉMENT PÉTREAU

« **J**e crois qu'il avait vraiment l'intention d'être un maire intègre, mais qu'il a été rattrapé par le pouvoir de la rue. Personne ne peut lutter. » Ce témoignage d'une ancienne adjointe au maire d'une commune de la banlieue nord de Paris met en lumière ce phénomène politique tabou : on ne naît pas forcément communautariste, on peut aussi le devenir par la force des choses. Tour d'horizon des pratiques les plus en vogue chez les élus.

1 Miser sur l'abstention

L'époque où il fallait convaincre les masses est révolue. Avec la flambée de l'abstention, « il suffit de mobiliser une catégorie qui représente 10 % de la population pour l'emporter », explique Philippe Pascot, ancien élu d'Évry et auteur de *Mensonges d'État* (Max Milo). Pour trouver quelques centaines de voix, certains candidats n'hésitent pas à prendre la direction de la mosquée, de l'église évangélique ou du local de l'association portugaise du coin, bref de tout « vivier électoral » déjà un peu organisé. Cette facilité est rendue possible par les niveaux inégalés d'abstention qui touchent les quartiers populaires. Prenons l'exemple (à peine fictif) d'une ville paupérisée de 100 000 habitants d'Île-de-France. Sur les 45 000 inscrits sur les listes électorales, seuls 20 000 vont se déplacer dans l'isoloir. Au final, le vainqueur sera élu avec 7 000 voix, contre 6 500 pour son adversaire... La victoire se joue donc sur un différentiel de 500 voix. Parfois, c'est beaucoup moins. « Acheter 20 000 électeurs, c'est compliqué. En revanche, acheter quelques dizaines de voix avec les moyens de la commune, c'est tout à fait réalisable », affirme Philippe Pascot.

2 Travailler la question palestinienne

Adoption de décisions municipales appelant à la reconnaissance d'un État palestinien, jumelages avec des territoires palestiniens, appels au boycott des produits israéliens... Estimant flatter ce qu'ils considèrent être les aspirations identitaires d'une partie de leurs administrés, beaucoup d'élus de gauche des quartiers populaires ne ratent jamais une occasion d'exprimer

leur solidarité avec le peuple palestinien. Cette importation systématique de la question palestinienne à des fins électoralistes a été depuis longtemps théorisée à l'extrême gauche, qui voit dans ce thème un point de convergence avec les islamistes. Lors d'une assemblée générale de blocage à l'université Paris-8 en 2018, un militant du Nouveau Parti anticapitaliste expliquait pourquoi il était « impossible d'être anticapitaliste sans être antisioniste » et pourquoi le projet d'interdiction des propos antisionistes revenait à « criminaliser le mouvement de solidarité avec la Palestine, qui est l'un des axes importants de politisation dans les quartiers issus de l'immigration postcoloniale ». Parmi la longue liste des actions politiques votées en faveur de la Palestine par des élus français, on peut citer la décision adoptée par la ville de Bondy en juin 2016, appelant à boycotter les produits et les services en provenance des colonies israéliennes. La justice a cassé cette décision. De nombreuses associations excellent lorsqu'il s'agit de collecter des fonds ou faire passer des consignes politiques. Le collectif Cheikh Yassine organise des quêtes à la mosquée de Tremblay-en-France et n'hésite pas à prendre parfois la plume. Lors des législatives de 2017, il a distribué des tracts dans la mosquée d'Évry appelant à battre Manuel Valls. Une vingtaine de villes d'Île-de-France ont été condamnées après des

Solidarité.

En août 2014, à Aubervilliers, le maire Front de gauche Pascal Beaudet a fait suspendre une banderole au fronton de l'hôtel de ville en soutien aux Palestiniens.



résolutions jugées illégales, majoritairement à la suite de plaintes déposées par le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA).

3 Acheter la paix sociale

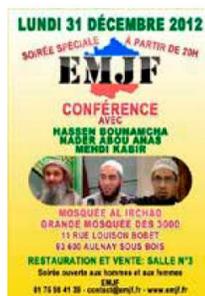
Pour assurer la tranquillité dans les quartiers, des élus n'hésitent pas à recruter des agents mettant en avant leur appartenance religieuse. Une ancienne employée de la mairie d'Argenteuil se souvient de la manière dont le précédent maire, Philippe Doucet, recrutait ses médiateurs: «Tous étaient issus de la communauté musulmane pratiquante. Ils disaient qu'ils pouvaient remettre les délinquants dans le droit chemin avec la religion. L'un d'entre eux était prédicateur à la mosquée, et les médiateurs étaient autorisés à s'absenter pour la prière. Sur quatorze médiateurs, cinq ou six refusaient de me serrer la main. L'homme clé du dispositif était un salafiste.» C'est sous le mandat de Philippe Doucet qu'a ouvert à Argenteuil l'école Hanned, un établissement confessionnel hors contrat où enseignantes et petites filles sont voilées. Pour l'ancien agent de la mairie, le système en place est tellement installé qu'il est aujourd'hui «impossible» de remporter la ville sans user des mêmes méthodes.

4 Soigner l'électorat religieux

Lorsque la conseillère municipale de Bagnolet Marie-Laure Brossier (LREM) a réclamé des détails sur la vente précipitée du terrain municipal à la grande mosquée locale, un élu l'a mise en garde avant le vote: «On ne va quand même se mettre les musulmans à dos juste avant les élections!» Marie-Laure Brossier dénonce l'électoratisme ambiant qui justifierait cette décision: «Nous avons reçu, quatre jours avant la réunion, soit le délai minimal légal, une délibération dépourvue de la moindre information administrative, légale ou financière, et le dossier n'est pas passé en commission comme c'est l'usage pour les cessions de terrains municipaux. Il apparaît que la municipalité de Bagnolet cède son terrain en accordant à la mosquée une facilité de paiement.» Nombreuses sont les mairies qui cèdent du foncier à des associations religieuses ou le mettent à leur disposition. Le procédé n'est pas illégal, mais certains édiles n'hésitent pas à engager les deniers de leur commune pour satisfaire des demandes d'associations religieuses. C'est, par exemple, le cas à Aulnay-sous-Bois, ville dirigée par Bruno Beschizza, un ancien policier élu à la tête de la mairie en 2014. La ville a voté un bail de vingt-cinq ans de locaux municipaux à Espérance musulmane de la jeunesse française. Cette association est connue pour avoir appelé à voter pour



Agit-prop. Marche contre l'islamophobie, co-organisée par Madjid Messaoudene (au centre), délégué à l'égalité à la mairie de Saint-Denis (93), en compagnie de Youcef Brakni (à g.) et de Taha Bouhafs (à dr.), le 10 novembre 2019, à Paris.



Alliance. Espérance musulmane de la jeunesse française, qui a appelé à voter pour Bruno Beschizza à Aulnay-sous-Bois en 2014, organisait une conférence le 31 décembre 2012 à la Grande Mosquée des 3000, avec notamment l'imam de Brest Nader Abou Anas, prédicateur radical.

Bruno Beschizza en 2014 et pour avoir organisé des conférences de prédicateurs radicaux, comme Nader Abou Anas, l'imam de Brest qui expliquait que «les femmes qui se refusent le soir venu à leur époux sans raison valable (...) les anges les maudiront toute la nuit!». À quelques mois des élections, la municipalité a rénové aux frais du contribuable les locaux occupés par l'école de l'association. «Si ce n'est pas un cadeau, ça y ressemble fortement», estime Leila Abdellaoui, conseillère d'opposition sur la liste LREM.

5 Faire infuser le discours décolonial

Plusieurs candidats intègrent à leur liste des individus proches des idées décoloniales du Parti des indigènes de la République, un mouvement identitaire et raciste. Une fois élus, ces conseillers municipaux n'hésitent pas à tenir des discours antirépublicains. La vague d'attentats leur a donné de multiples occasions d'exprimer l'ambiguïté de leurs sentiments. À Ivry-sur-Seine, par exemple, Atef Rhouma n'a pas hésité dans une déclaration officielle à renvoyer les terroristes et la République dos à dos: «Daech n'attaque pas nos valeurs, notre culture ou notre goût de la fête. Il attaque la France parce que la France l'attaque et participe à la mort de centaines de milliers de civils.» À Saint-Denis, Madjid Messaoudene tweetait en 2012 à propos de Mohammed Merah: «Le présumé tueur n'est pas resté casher très longtemps» ou encore «Tu fais quoi ce soir? Suis en mode hommage, j'arrête tout ou on va me dire que je suis pas touché, pas ému. Du coup je vais m'entraîner à pleurer.» Ces publications, qu'il a tenté de faire disparaître par la suite, ne l'ont pas empêché de devenir maire adjoint à Saint-Denis... chargé des discriminations. On le retrouve en tête de la très controversée marche «contre l'islamophobie» du 10 novembre 2019.

6 Démentir les cinq points précédents ■

« Le présumé tueur n'est pas resté casher très longtemps. »

Madjid Messaoudene, Twitter, en 2012, à propos de Mohamed Merah.

Youssouf Feddal

Proche de la famille Iquioussen, il a été à l'initiative d'un comité LREM favorable à la mairie.

Hassan Iquioussen

Imam, membre de l'UOIF, proche des Frères musulmans, surnommé le « prêcheur des cités ».

**Soufiane Iquioussen**

Fils aîné de Hassan Iquioussen. Cet associatif, « Talent des cités » en 2013, est aujourd'hui le directeur de cabinet officieux de la mairie.

Anne-Lise Dufour-Tonini

Maire socialiste de Denain depuis 2011.

À Denain, la maire socialiste cajole les Frères musulmans

Nord. Dans cette ancienne cité minière qui a inspiré Zola pour *Germinal*, la municipalité s'appuie sur d'improbables alliés...

PAR CLÉMENCE DE BLASI

Parmi les stars de la prédication francophone en ligne, l'imam Hassan Iquioussen est l'une des plus controversées. Le prêcheur vedette de l'UOIF, organisation proche des Frères musulmans, devenue Musulmans de France (MF), a bâti sa notoriété sur des propos sans ambiguïtés. « *Votre approche laïque de l'islam est criminelle. [...] Islam et politique sont indissociables* », répète-t-il à ses fidèles par caméra interposée. L'homme au visage poupin est convaincu que l'islamisation de la société ne doit pas se faire par la violence, mais par tous les moyens légaux, des élections à l'enseignement en passant par la vie associative.

Ses prises de position, ouvertement antijuives ou homophobes, ne l'empêcheront pas d'être appelé par la maire socialiste de Denain, Anne-Lise Dufour-Tonini, à représenter la communauté musulmane lors d'une cérémonie organisée en hommage au père Jacques Hamel, le 30 juillet 2016. Le prêtre,

Première ligne.

30 juillet 2016. Rassemblement en hommage au père Hamel, assassiné le 26 juillet. L'imam Hassan Iquioussen, proche des Frères musulmans, est convié à la cérémonie par la maire (photo ci-dessus).

quatre jours plus tôt, a été égorgé dans son église par deux islamistes. Hassan Iquioussen, le « prêcheur des cités », également surnommé « le gourou » dans sa propre communauté, se recueille au premier rang, juste à côté de l'édile. Pourquoi lui, alors qu'il n'habite même pas la ville et qu'on trouve d'autres imams plus consensuels dans les deux mosquées de Denain ?

Quenelle au Sénat. Hassan Iquioussen a pris ses quartiers dans le Denais une petite dizaine d'années plus tôt, en famille. L'imam est le père de cinq garçons. L'aîné, Soufiane, se fait un prénom lorsqu'il décide de lancer son association, Actions citoyennes, en janvier 2012. Son frère Locqmane en est membre, ainsi que plusieurs de leurs amis, tous de confession musulmane. « *Ils disaient que les jeunes devaient réinvestir la sphère politique locale et se proposaient de nous aider*, se souvient le maire d'une commune voisine. *Leur discours était intelligent et propre, certains ont été charmés par la démarche.* »

DIDIER CRASNAULT/PHOTOPQR/VOIX DU NORD/MAXPPP

Jusqu'alors allocataire du RSA, Soufiane se voit chargé de la communication d'une entreprise d'insertion en réparation automobile, le Garage solidaire du Hainaut, à Denain. Le PS local soutient l'initiative et pousse le jeune homme sur le devant de la scène. Anne-Lise Dufour-Tonini use de toute son influence de députée et de maire pour que le Garage solidaire obtienne des subventions publiques conséquentes : plusieurs centaines de milliers d'euros ! En octobre 2013, avec le concours du réseau socialiste, Soufiane Iquioussen est propulsé aux Talents des cités, un concours organisé par le Sénat pour promouvoir des entrepreneurs de la diversité.

Le jour dit, il s'y rend pour obtenir son prix... et en profite pour faire quelques photos avec ses amis, sourire aux lèvres et trophée à la main, en train d'exécuter une quenelle – un geste « antisioniste » et antisystème popularisé dans l'un de ses spectacles par l'humoriste Dieudonné. Les photos, diffusées sur les réseaux sociaux, se répandent comme une traînée de poudre. « À nos yeux, ça n'avait pas de signification politique particulière », se défend Soufiane Iquioussen. L'engagement pro-Hamas de son père, pourtant, n'est un secret pour personne... « Ces photos ont seulement été utilisées pour nous nuire au moment des municipales de 2014 », assure-t-il. En dépit de l'incident, Soufiane et sa bande se retrouvent sur la plupart des listes socialistes des communes avoisinantes lors des élections.

Affaires immobilières. Contrairement à ses amis et à son frère Locqmane, Soufiane Iquioussen n'est pas élu à Escaudain, une commune voisine de Denain, où il se présente. Le jeune homme entend se servir du Garage solidaire comme d'un tremplin pour sa carrière. Mais, très vite, les choses tournent mal. Les soupçons de malversations grandissent : en moins de deux ans, les comptes du Garage plongent dans le rouge. Les financeurs s'évanouissent, ce qui entraîne la liquidation en 2017. Le concepteur du projet, Ali Janan, décide très tôt de se retirer de l'association. « J'ai quitté le Garage solidaire avant l'enquête de la gendarmerie, mais elle ne m'a pas du tout surpris, explique aujourd'hui ce référent social d'un centre communal d'action sociale (CCAS) des environs. *Soufiane arrive à endormir tout le monde. Je peux vous assurer que c'est bien le fils de son père...* »

La maire socialiste de Denain ne retire pas pour autant sa confiance à Soufiane : après une quenelle et une faillite suspecte, celui-ci réapparaît en tant que chargé de l'insertion au CCAS de la ville. « S'il s'agit de faire du clientélisme, c'est un poste important... » note Sébastien Chenu, député du Rassemblement national, et candidat aux municipales. *Les Iquioussen*



Aficionados. Soufiane Iquioussen est présent le 7 février à l'inauguration du local de campagne d'Anne-Lise Dufour-Tonini...



... où Youssouf Feddal s'improvise en chauffeur de salle.

et leurs proches font de l'entrisme. Ils ont pris le pouvoir et construisent leur projet religieux sur le long terme. En attendant, ils font des affaires avec de l'argent public. » Hassan Iquioussen, le père, s'est progressivement imposé comme un partenaire économique incontournable de la ville. Il a créé plusieurs sociétés civiles immobilières et acheté un terrain de 630 mètres carrés à la commune en 2015, de même qu'une ancienne école catholique denaisienne située à une centaine de mètres de la mairie, reconvertie depuis en une vingtaine de logements. « Petit à petit, la famille s'est infiltrée partout », déplore Yvon Riancho, ex-conseiller socialiste à Douchy-les-Mines, également candidat sans étiquette à la mairie de Denain. ■■■

« Petit à petit, la famille Iquioussen s'est infiltrée partout. »

Yvon Riancho, candidat à la mairie



« Dieudonnisme ».

À la remise des talents des cités, le 19 octobre 2013 au Sénat, Soufiane Iquioussen (troisième à partir de la droite) mime la « quenelle » popularisée par l'humoriste controversé Dieudonné.

■ ■ ■ Plusieurs alertes sont lancées, y compris au sein de la communauté musulmane de la ville, qui ne voit pas franchement d'un bon œil l'ascension politique éclair de proches du prêcheur Hassan Iquioussen, sur fond de bonnes affaires. Anne-Lise Dufour-Tonini en fait fi, choisissant même de faire de Soufiane Iquioussen son directeur de cabinet officieux, quitte à s'isoler politiquement. L'homme de 34 ans est désormais omniprésent à ses côtés. La désignation de l'un de ses proches, Youssouf Feddal, à la tête d'un comité La République en marche favorable à la mairie a d'ailleurs eu raison d'une tentative d'alliance des gauches initiée par l'édile sortante, candidate à sa réélection, qui n'a pas souhaité répondre à nos sollicitations répétées. « *Ce n'est pas un fantasme d'extrême droite de dire que des politiques, à des fins électoralistes, font hélas le jeu de l'islamisme* », écrit Mohamed Louizi, auteur de *Pourquoi j'ai quitté les Frères musulmans* (2016) sur son blog. L'essayiste met en garde depuis plusieurs années contre cette famille, qui multiplie les procès contre lui.

Friterie halal. « *L'alliance de la majorité avec les Iquioussen et leurs amis est un désastre. Le Rassemblement national n'a pas besoin de faire campagne. Son meilleur agent électoral est la majorité en place*, juge un observateur aguerri de la vie politique locale. *La mairie joue une seule carte, polariser le débat : l'extrême droite xénophobe d'un côté, des socialistes représentant les minorités de l'autre...* »

Du côté des instances départementales du PS, on jure n'être au courant de rien. Même pas de la polémique créée par le lieu choisi par la maire de Denain pour ses dernières réunions publiques : une friterie halal, lancée il y a peu dans une zone excentrée de la ville par un membre par alliance de la famille de Soufiane Iquioussen, grâce à une aide à l'installation votée par la ville fin 2019. « *C'est une erreur politique de faire ça, mais elle persiste. En mars, Denain risque de devenir le Hénin-Beaumont du Nord...* », soupire, dépité, un militant socialiste local ■

« La mairie polarise le débat : l'extrême droite xénophobe contre des socialistes représentant les minorités. »

Surenchère

Isère. Dans la seule métropole dirigée par les écologistes, les activistes religieux prospèrent.

PAR GUILLAUME MARCHAND

Le vivre-ensemble à Grenoble ? Non seulement il existe, mais il est disponible en deux versions. La moitié nord est peuplée de cadres, d'ingénieurs et de chercheurs, écologistes dans l'âme. Au sud, les cités abritent des communautés soudées de familles issues de l'immigration. Des oubliés de la République ? Pas vraiment. Un plan voté en juin 2019 par Grenoble-Alpes Métropole prévoit 447 millions pour les quartiers. Plus de 100 millions d'euros ont déjà été dépensés depuis 2006 pour raser des tours, rénover la voirie, renouveler les équipements publics, sans grand succès. Enfants de l'immigration compris, « *ceux qui peuvent se payer un logement ailleurs partent, les uns après les autres* », se désole Nicolas Duport, coprésident de l'Union de quartier Village olympique. Peu suspect de xénophobie, Olivier Noblecourt, candidat aux municipales sur une liste soutenue par le PS, ne croit plus à court terme au retour de la mixité sociale à la Ville-neuve. Membre du cabinet de Najat Vallaud-Belkacem à l'Éducation nationale de 2014 à 2017, il a entériné plusieurs fermetures de collèges ghettoïsés. À l'époque, le PS n'assumait pas cette politique. « *Nous aurions dû, elle était bonne !* » tranche Olivier Noblecourt.

Réservé aux femmes. Tête de liste LREM à Grenoble, Émilie Chalas (18 % d'intentions de vote selon Odoxa) partage son analyse. Mais, la politique n'étant pas seulement affaire de grands principes, Émilie Chalas compose avec les réalités d'un terrain où le communautarisme devient le choix par défaut. Dans son équipe de campagne, le référent pour les quartiers populaires est un entrepreneur nommé Hamid Djellal. Avec son frère Rachid, il exploite une salle de gym à la Villeneuve depuis plus de quinze ans, dans des locaux loués par Grenoble-Alpes Métropole. Les deux frères ont récemment décidé d'agrandir leurs locaux en ouvrant un espace de fitness... réservé aux femmes. La collectivité semble donc bien partie pour devenir le bailleur d'un espace de sport « *puisque* », selon la terminologie en vigueur. Émilie Chalas relativise : « *Les salles de remise en forme non mixtes existent ailleurs qu'à la Villeneuve...* »

communautariste à Grenoble



Aux manettes.
Éric Piolle, maire (EELV) de Grenoble depuis 2014.

Opération burkini. Des militantes de l'association Alliance citoyenne mènent une action pour le port du burkini dans les bassins municipaux, le 23 juin 2019, à la piscine Jean-Bron.

Interrogé, le cabinet du maire répond ne pas être au courant de ce projet de salle. Plus généralement, il entend aider ces quartiers « qui ont une âme » par « la rénovation énergétique, les coulées vertes et les circulations douces ». « La fracture nord-sud est dans la tête des gens et en particulier celle d'Alain Carignon », assène un proche collaborateur d'Éric Piolle, le maire actuel.

Chef de file de l'opposition LR (qui ne se représente pas), Matthieu Chamussy estime qu'en « ma-

tière de communautarisme, Éric Piolle ne pense pas, il compte. Il a dans sa majorité des laïcards intransigeants et des indigénistes. Il attend de voir qui pèse quoi, puis il arbitre, d'où sa prudence dans l'affaire du burkini ». Celle-ci a éclaté fin juin 2019. Cinq femmes se sont baignées en maillot intégral à la piscine Jean-Bron, pour réclamer une modification du règlement municipal. L'opération était organisée par l'Alliance citoyenne, une association née en 2012. Pour Naëm Bestandji, blogueur et militant laïque grenoblois qui suit l'Alliance depuis longtemps, « la demande de burkinis est inexistante. C'est une revendication construite par des gens marqués à gauche, mais qui considèrent l'islam comme une part importante de leur identité. Des identitaires musulmans, en quelque sorte ». Naëm Bestandji a exhumé un post Facebook d'une porte-parole de l'Alliance citoyenne, Taous Hammouti, écrit juste après le massacre de Charlie Hebdo : « N'oubliez jamais que c'est Charlie qui a dégainé en premier. »

« Tweet catastrophique ». « Je les vois parfois dans mon quartier interpellé des femmes musulmanes pour leur expliquer qu'elles sont des victimes, poursuit-il. Éric Piolle m'a reçu pour parler d'eux. Il n'est pas emballé par leur profil, mais ce sont des gens qui ont des appuis dans son camp et il doit composer. » À la stupeur d'une grande partie de la gauche grenobloise, le Planning familial 38 avait apporté son soutien au burkini en juillet 2019, au nom du droit des femmes à disposer de leur corps. Ce qui n'a pas dissuadé Éric Piolle d'intégrer sur sa liste, en position éligible, la présidente du Planning familial 38. Le burkini autorisé après les élections ? Le cabinet d'Éric Piolle botte en touche : « C'est à l'État de se positionner. » Une porte-parole de l'Alliance citoyenne, Fatiha Mammad, espère « une reconduction de l'équipe sortante » et souligne que « les arguments d'hygiène soulevés contre le maillot couvrant n'ont aucun sens », ce qui est exact. La question est uniquement politique.

« Éric Piolle n'a pas vraiment réfléchi au communautarisme, déplore un ancien collaborateur. Le sujet ne l'intéresse pas. Il verse dans le racialisme sans s'en apercevoir. Son tweet catastrophique sur "l'homme blanc pressé" était le signe d'une profonde incompréhension. » L'anecdote remonte au 15 mars 2019. Éric Piolle avait posté sur ses comptes Twitter et Facebook un message commençant ainsi : « La ville d'hier était faite pour l'homme blanc pressé au volant de sa voiture, la ville de demain est faite pour toutes et tous ! » Quelques heures et plusieurs centaines de commentaires atterrés plus tard, le post était effacé ■

« Éric Piolle n'a pas vraiment réfléchi au communautarisme. Il verse dans le racialisme sans s'en apercevoir. »

Un ex-collaborateur